Les manifestations de mai 1958 en Algérie

ou l'impossible expression d'une opinion publique « musulmane »

Malika Rahal

In Mai 1958 : Le retour du Général de Gaulle, *sous dir. Jean-Paul Thomas, Gilles Le Béguec, Bernard Lachaise, Presses Universitaire de Rennes, 2010.*

Dans les événements de mai 1958, d'autres intervenants de cette journée diront l'importance de ce qui se passe à Alger pour l'histoire de la France, et analyseront les événements algérois dans la continuité de la politique française – à raison, puisque pendant quelques jours, l'avenir de la République française se joue à Alger. Toutefois, les folles journées de mai ont une autre dimension, plus spécifiquement coloniale : elles sont marquantes parce qu'elles voient pour la première fois la participation à des manifestations *en faveur* du maintien de l'Algérie française de la population « musulmane » d'Algérie. C'est par ce terme, en effet, que – selon cette construction juridique qui divise la population algérienne entre population coloniale et colonisée – on désigne cette dernière.

La participation des colonisés aux manifestations de mai 1958 demeure historiographiquement problématique : à partir de 1962, l'indépendance s'imposa comme l'horizon inéluctable de l'histoire coloniale de l'Algérie, et il s'agissait en conséquence de montrer comment les événements y avaient conduit[1]. Dès lors, cet épisode de mai 1958 fut, au mieux, considéré comme inintéressant faute de faire avancer l'histoire, au pire, comme embarrassant, allant à contre-courant de l'histoire. Guy Pervillé soulignait, dans la façon de raconter la guerre d'Algérie, « une tendance assez nette au fatalisme historique » :

1 Pour une remise en cause de cette approche, voir notamment l'excellente introduction de l'ouvrage de Todd Shepard. Shepard, Todd, *1962 : Comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Payot, 2008.

> Pour expliquer la guerre, et son aboutissement, on part de l'advenu et on remonte la chaîne des causes, en laissant de côté tout ce qui ne s'intègre pas facilement dans la démonstration[2].

Dans ce contexte, les faits « considérés comme essentiels par les partisans civils ou militaires de l'Algérie française », et en particulier les manifestations de mai et juin 1958, furent minimisées.

En Algérie, les historiens ne purent contrebalancer une histoire officielle visant à faire du Front de libération nationale (FLN) le seul acteur de l'indépendance[3] : les image des colonisés prenant le parti de l'Algérie française – avec en outre une forte visibilité des femmes selon la modalité qui leur est toute particulière du *dévoilement* – était impossible à intégrer dans un récit national. L'historien algérien Mahfoud Kaddache expliquait que l'on avait « beaucoup disserté sur la 'fraternisation' de mai 1958 » :

> En réalité, elle résulte des manœuvres des services psychologiques et des paras promettant l'égalité aux habitants de la Casbah déjà sous surveillance et les pressant de rejoindre les Pieds noirs sous peine de… Que penser des Musulmanes qui, dans le contexte de l'époque, enlèvent leur voile et les brûlent ?[4]

Que penser en effet ? L'auteur ne le dit pas. L'ironie et les non-dits sont révélateurs au cœur d'une narration selon laquelle l'encadrement de la population par les autorités est le seul moteur de sa participation.

En France, d'autres brandirent au contraire l'événement pour défendre l'idée qu'une partie au moins des colonisés était finalement favorable à l'Algérie française. Ceux-là reflétaient l'enthousiasme des « européens » face au « miracle d'Alger » que constitue ce que l'on appelle bientôt les « fraternisations ». Guy Pervillé lui-même écrivait ailleurs :

> Pendant deux semaines, Alger est le théâtre de manifestations de plus en plus impressionnantes rassemblant des foules de toutes les origines

2 Pervillé, Guy, « Peut-on enseigner la guerre d'Algérie », *Historiens et géographes*, n° 308, mars 1986, pp. 887-924.
3 Rahal, Malika, « La place des réformistes dans le mouvement national Algérien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 83, Septembre 2004, pp. 161-171.
4 Kaddache, Mahfoud, *Et l'Algérie se libéra, 1954-1962*, Paris-Méditerranée, 2003, p. 136.

> sous les plis du drapeau tricolore pour démontrer à la métropole leur volonté unanime de rester françaises.[5]

Loin de ces deux approches contradictoires, il est significatif que dans les dernières années, ce soit des historiens anglo-saxons, libres de ces lourds enjeux interprétatifs, qui se sont emparés de l'événement[6].

Il s'agit ici de revenir sur les manifestations de mai pour pointer les questions fondamentales qu'elles posent et devront être explorées dans le contexte d'un renouvellement historiographique nécessaire de la guerre d'indépendance algérienne[7]. La plus embarrassante est celle de savoir si l'événement est révélateur, dans la population colonisée, d'une authentique opinion favorable à l'Algérie française. Y'a-t-il réellement, en mai 1958, un basculement de l'opinion – qui par contrecoup impliquant un amoindrissement de l'influence du FLN ? La question de l'influence effective de l'organisation sur la population fut centrale durant la guerre depuis demeura une question sensible par la suite : dans quelle mesure le FLN était-il en mesure d'encadrer la population en 1958 ? Il s'agit là qu'une question de fond. D'un autre point de vue, pourquoi la participation « musulmane » a-t-elle provoqué un tel enthousiaste de la part des « européens », des Comités de Salut publics (CSP) et de la presse qui relate et photographie les manifestations ? Pourquoi, et comment, ces épisodes ont-ils aussi rapidement pris valeur de symbole ?

Le récit que donnent les médias des manifestations d'Alger – que ce récit soit incomplet, déformé voire même fallacieux – participe de l'événement. Parce que les manifestations se prolongent durant plusieurs semaines, la presse joue d'ailleurs un rôle mobilisateur en relayant les appels et discours des CSP et intervient dans les stratégies de communication de leurs membres. La presse participe donc à la construction d'un récit, à l'élaboration d'une mise en scène

[5] Pervillé, Guy, « Le temps des complots » in Pervillé, Guy et Jean-Jacques Jordi (dir.), *Alger, une ville en guerre*, Paris, Autrement, 1999.
[6] Voir notamment Todd Shepard, *1962 : Comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Payot, 2008; Neil Macmaster, *Burning the Veil: The Algerian War and the "emancipation" of Muslim Women, 1954-62*, Manchester University Press, 2009.
[7] J'utilise pour qualifier cette guerre d'expression proposée de façon convaincante par Sylvie Thénault. Thénault, Sylvie, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, 2005.

dont l'analyse est nécessaire pour appréhender ces « fraternisations » dans toutes leurs dimensions.

Parce que l'un des enjeux des manifestations est celle de l'opinion de la population colonisée, la question se pose de la possibilité pour cette population de s'exprimer en 1958, et sur les conditions d'expression d'une opinion publique « musulmane ». Des voix s'expriment en effet pour donner des manifestations un autre récit, qui s'oppose radicalement à la narration construite dans la presse. Ces deux approches de l'événement posent la question fondamentale de savoir ce qu'un historien peut dire d'un tel événement ; peut-il faire parler les colonisés ?

I- Les « musulmans » au secours de l'Algérie française ou la fabrication d'une mythologie

La manifestation du 13 mai

Lorsque, dans *Le Monde* du 13 mai, on annonçait qu'à Alger un Comité de Vigilance représentant 17 associations appelaient à la manifestation pour le jour même, rien ne laissait présager du contenu qu'elle allait prendre[8]. Le motif était en effet de commémorer la mémoire de trois soldats faits prisonniers par le FLN, après que le Front ait annoncé dans un communiqué qu'ils avaient été jugés pour leurs crimes et exécutés.

Dans les premiers récits donnés par la presse de la journée du 13 mai, la présence des colonisés n'apparaissait que de façon marginale. En métropole, *Le Monde* n'en fit pas état. Ils étaient brièvement mentionnés dans le récit qu'en donna *L'Écho d'Alger*[9] : le texte insistait sur les acclamations que reçurent les anciens combattants « musulmans » venus rejoindre le flot des manifestants. Une photographie accompagnait le texte, montrant les femmes « européennes », le visage tourné vers les hommes qui entrent sur la place, les applaudissent : « Sur l'esplanade des jardins Laferrière, parmi une marée humaine délirante d'enthousiasme, les musulmans sont littéralement acclamés ». Il y avait déjà, dans ce geste d'acclamation et de bienvenue, un étrange retournement de situation par rapport au racisme colonial ordinaire. Cette inversion est l'un des éléments constitutif du « miracle » d'Alger.

Mais ce n'est que plus tard les récits donnèrent de l'importance à la présence des colonisés. Le 15 mai, de nouveaux articles racontèrent les manifestations du 13 en mettant désormais en avant la participation « musulmane ». La presse d'Algérie insista d'abord longuement sur les ralliements spontanés aux comités de salut public locaux. *L'Écho d'Alger* commençait d'ailleurs à en donner la liste dans son édition du 16 mai sous le titre « Témoignage de confiance. Les musulmans adhèrent en nombre et spontanément aux comités locaux. » Les champs lexicaux utilisés

[8] *Le Monde*, 13 mai 1958.

étaient ceux de la spontanéité, de la sincérité et de la confiance. Ainsi, dans *L'Écho d'Alger* :

> [D]e nombreuses délégations de Français musulmans, membres des comités sont venus spontanément apporter au général Massu le témoignage effectif de leur attachement sincère et de leur dévouement sans réserve à la cause nationale poursuivie par le CSP.

Le terme nouveau de « ralliement » apparut également pour évoquer la participation aux manifestations. Employé dans les appels à la mobilisation de la population « musulmane », il constituait une seconde thématique apparemment contradictoire avec la thèse d'une participation massive et spontanée des colonisés. À la veille de la manifestation du 16, plusieurs journaux publient l'appel du général Massu à tous les CSP d'Algérie[10] : Massu fixait les tâches des comités, et « en priorité », le « ralliement des Français musulmans ». Il avait donc saisi la puissance du symbole et le levier émotionnel qu'il peut constituer, et il tentait de mobiliser, pour amplifier cet effet inattendu – et *miraculeux*, en effet – des manifestations.

La notion de ralliement fut également employée dans une acception plus clairement militaire : le 20 mai était diffusé un appel de Raoul Salan à l'attention des « fellagha », des combattants de l'Armée de libération nationale[11].

> Fellaga ralliez-vous. L'union est faite. 150 000 Français musulmans et chrétiens l'ont proclamé à 16 mai à Alger […]
>
> Rendez vos armes à l'armée
>
> Le pardon vous est accordé
>
> Reprenez votre place dans l'armée nouvelle française.

Cette association entre ralliement et pardon n'était pas sans rappeler la grande répression de mai 1945 au cours de laquelle l'*aman* – le pardon – avait été accordé à des villages entiers après leur participation supposée aux émeutes. L'idée apparaît donc en filigrane que la révolte, le soulèvement, et le FLN lui-même n'ont été que des épisodes passagers – comme l'avaient été les émeutes de mai 1945. Il

[9] *L'Écho d'Alger*, 14 mai 1958.
[10] Voir notamment *L'Écho d'Alger*, 16 mai 1958.
[11] *L'Écho d'Alger*, 20 mai 1958.

sera donc possible de rallier les troupes un temps dispersées et de (re)créer une communauté entre « européens » et « musulmans ».

La « fraternisation franco-musulmane »

Pour l'évoquer, une nouvelle terminologie fait son apparition, celle de la fraternisation « franco-musulmane », puis de la « communauté franco-musulmane » avec, plus surprenante encore, l'introduction du terme « Algériens » pour désigner l'ensemble des habitants de la colonie. Dans un discours le 15 mai, à Alger, Massu s'adressa aux « Français musulmans » :

> Sachez que la France ne vous abandonnera jamais. Ensemble, nous construirons une Algérie libérée de la peur, une Algérie fraternelle et humaine, où les mots égalité, fraternité, justice retrouveront tout leur sens… Nous en faisons le serment.[12]

Jusque là, l'emploi du terme Algérien dans ce sens était l'apanage de quelques partis politiques nationalistes, le Parti communiste algérien et l'Union démocratique du Manifeste algérien de Ferhat Abbas, promoteurs d'une République algérienne indépendante et d'une citoyenneté ouverte à l'ensemble des habitants du pays, quelle que soit leur origine. Ce n'est donc pas du côté des colonisés que se situait la révolution de mai 1958, mais d'abord de celui de la population coloniale qui s'emparait d'un vocabulaire et d'une revendication qui était, quelques années auparavant, taxée de nationalisme subversif. La promotion par certains nationalistes d'une communauté algérienne comme moyen de mettre fin à la colonisation devient, dans ces folles journées, le salut de l'Algérie française. Le soulagement qui s'exprime devant cette solution possible dit *a posteriori* le désarroi dans lequel était plongée la population coloniale après quatre années de guerre.

Les articles insistaient sur les chiffres pour souligner le caractère massif de la participation des colonisés. *L'Écho d'Alger* du 17 mai présentait en première page, l'éditorial de son directeur, Alain de Sérigny, intitulé « Fraternité dans les faits », et évoquait un « spectacle bouleversant » :

[12] Propos rapportés par *L'Écho d'Alger*, 17 mai 1958.

> 60 ou 70 000 Français musulmans, la plupart en bleu de travail, fraternellement mêlés à des dizaines de milliers d'Européens, chantant ensemble l'hymne national, ensemble clament leur foi dans l'Algérie française.

Ses conclusions politiques étaient pour le moins étonnantes : « Dire que depuis trois ans, on ne cesse de parler à l'Assemblée nationale du fossé qui se creusait de plus en plus entre nos deux communautés ! » Il y a, dans l'interprétation qui est donnée des manifestations, une forme désespérée de remède à l'angoisse des lecteurs « européens » face à la guerre et à un risque d'indépendance qui n'a, depuis le retournement du 13 mai, plus de sens.

Le même numéro de *L'Écho d'Alger* rapporte le discours de Léon Delbecque à Radio-Algérie selon lequel les « trois glorieuses d'Alger » ont réussi « à recréer cet esprit communautaire franco-musulman que seuls empêchaient les partis, les clans, les ambitions mesquines et que rien, désormais, ne saurait entamer. »

> Quelle vision extraordinaire et émouvante que ces milliers d'hommes, de femmes et de jeunes gens descendus de la vieille Casbah et marchant derrière leur Comité de salut public jusqu'au forum pour clamer leur amour pour la France et l'Algérie français.

À la revendication de la nation algérienne par les nationalistes, la narration des manifestations opposait, bien tardivement, la naissance d'une autre nation dans l'euphorie des manifestations.

Parce que c'est un hebdomadaire, *Paris-Match* publia plus tardivement son premier reportage sur les manifestations du 13 mai. La thématique de la « fraternisation franco-musulmane » s'y étalait en double page : une photographie montrait des jeunes pressés contre un cordon de parachutistes avec pour légende : « Les J3 du Forum dans le cordon des paras. Ils sont du même âge. Deux races dans l'enthousiasme: c'est le nouveau visage de l'Algérie ». Pourtant sur l'image – et pour autant que l'on puisse en juger –, aucune indice ne révélait la présence de « musulmans ». Aucun témoignage ne vint d'ailleurs étayer la présence d'étudiants ou de jeunes « musulmans » dans les manifestations. Le poids des mots l'emportait ici sur le sens des photos, et le journal créait des phrases chocs qui sonnaient comme des slogans de manifestations.

À partir des manifestations du 16 mai, un nouvel élément intervint dans la mise en scène. Les manifestants « musulmans » furent subitement dotés de parole lorsque slogans et banderoles firent leur apparition sur les images :

> Des drapeaux tricolores claquant au vent et les banderoles sur lesquels on lisait ces mots: « Comité de salut public - Casbah d'Alger », « Vive Salan », « Vive Massu », « Nous restons Français », « La Casbah répond présent ! » En tête venaient les fillettes en jupe bleue, blouson blanc et cravate rouge, portant des bouquets tricolores, puis là multitude d'anciens et de jeunes : anciens combattants, dockers, commerçants, artisans, bourgeois, yaouleds scandant ses mots: « Algérie française! De Gaulle au pouvoir ! Soustelle à Alger ! »[13]

L'on note également d'autres inscriptions : « Comité de salut public - Femmes Mahieddine», du nom d'une cité d'Alger[14] ou « Comité de salut public des Yaouleds » d'Alger[15], ces enfants des rues qui mendiaient et effectuaient de petits travaux. Les images des manifestations se divisaient alors en deux catégories : d'une part les images de foules, signifiant le nombre ; de l'autre les détails stéréotypiques, turbans, haïks et autres vêtements distinctifs, qui disaient la présence des colonisés dans les cortèges. C'est ce répertoire – répertoire des termes et répertoire des images – qui donnait finalement son sens à l'événement pour en faire une manifestation de la « fraternisation franco-musulmane ».

Le dévoilement des femmes

À partir de la journée du 18 mai, une nouvelle thématique fit son apparition : celle de la participation des femmes aux manifestations. *L'Écho d'Alger* titrait à la une de son édition du 19 mai « Des milliers de femmes musulmanes ont affirmé leur désir d'évoluer dans la nation française » et évoquait « l'unité féminine franco-musulmane », comme un degré supplémentaire dans la fraternisation. Le 27 mai, une photo représentant la manifestation de Constantine paraissait dans *L'Écho* avec pour légende :

[13] *L'Écho d'Alger*, 17 mai 1958.
[14] Photo de l'agence Keystone dans Alleg, *Histoire de la guerre d'Algérie*.
[15] Alleg ?

> Une jeune musulmane, M^{elle} Ameziane, prêchant l'exemple, se dévoile à la tribune officielle devant plus de 100 000 personnes par lesquelles de nombreuses femmes musulmanes.

Curieusement, on ne relevait guère qu'il s'agissait d'une certaine Monique Ameziane, vraisemblablement issues d'un mariage mixte et peu susceptible de porter habituellement le voile. Par la suite, la presse publia des pages de photographies et de récits insistant sur la présence des femmes dans les manifestations et sur les scènes de dévoilement. Dans *Paris-Match*, les événements de plusieurs jours apparaissent écrasés sous le titre « Le film de la manifestation du 13 mai »[16]. Une double page de photographies était ainsi légendée : « La Kasbah brûle ses voiles et vient se mêler à la chaîne des mains jointes ».

> Ce qui a le plus étonné et ému nos reporters : ces premières images d'une solution algérienne qui se cherche, la fraternisation franco-musulmane dans la rue. Les quartiers ennemis se donnant la main. La Kasbah avec Bab-el-Oued et les femmes arabes arrachant leurs voiles pour les brûler.

L'une des photographies représentait en effet plusieurs femmes dévoilées regardant un feu situé au premier plan de la photo. Mais on retrouvait pour d'autres le décalage entre image et texte. La une de l'édition du 31 mai portait pour légende « Dix millions de Français : c'est la devise de l'Algérie nouvelle où fraternisent deux communautés (musulmanes dévoilées)». On y voyait une foule où toutes les femmes étaient pourtant couvertes du haïk.

L'envoyé du journal *Le Monde* relata la manifestation organisée à l'occasion de l'arrivée de Jacques Soustelle à Alger :

> De nombreuses femmes musulmanes se trouvaient dans la foule.
>
> Dès la fin des discours une délégation de femmes gagna le balcon où se trouvaient M. Soustelle, le général Salan et les membres du Comité de salut public.
>
> *À la demande de M. Soustelle*, plusieurs femmes musulmanes enlevèrent symboliquement leur voile. L'une d'elles parut un instant gênée : elle porta les mains devant son visage puis, reprenant

[16] *Paris-Match*, 24 mai 1958.

> courage, elle les abaissa et regarda la foule qui l'applaudit longuement.[17]

Dans ce récit, l'initiative du geste appartenait à l'homme politique métropolitain et provoquait la gêne de la femme dévoilée. Une autre scène fit d'ailleurs l'objet de différents clichés. L'un d'eux, publié dans Paris-Match, provoque aujourd'hui le malaise : une femme aux yeux baissé, au sourire crispé, applaudissait alors que deux femmes « européennes » lui ôtaient son haïk en souriant alors que la foule autour les regardait.



Là encore, ces scènes, interprétées dans la presse comme autant de signes de « ralliements », sont devenue des références obligées dans les récits des journées de mai 1958 tant elles ont marqué les imaginaires. Elles sont d'autant plus significatives qu'elles touchent à l'appartenance religieuse de la population dans un contexte où, depuis les années trente, l'islam – et en particulier l'islam des ulama – « se constitua en Islam-refuge, en blockhaus de défense spirituelle, en

[17] *Le Monde*, 20 mai 1958, souligné par moi.

citadelle ouverte à tous les mécontents », selon l'expression d'Augustin Berque[18]. C'est ce bastion de résistance de l'identité collective – et en tout cas perçu comme tel par la population coloniale et les autorités – qui est symboliquement mis à mal par le dévoilement public des femmes.

L'événement prend ainsi un caractère de mythologie, au sens de Roland Barthes : présenté comme absolument « naturel », comme allant de soi, il est pas historicisable. Personne ne s'interroge sur l'identité et les motivations de ces hommes et femmes qui manifestent. En manipulant des signes déjà porteurs d'un sens complexe, le mythe barthien est un métalangage, une langue seconde à l'intérieur de laquelle on parle la première[19]. Le récit des manifestations interprète le dévoilement comme un engagement en faveur de l'Algérie française. Cette équivalence n'a pas de sens pour qui ne parle pas déjà *le langage de la colonie*. En Algérie en effet, l'appartenance religieuse fut prétexte à la division raciste de la population ; le renoncement au statut personnel religieux fut longtemps une condition nécessaire – jamais suffisante – pour obtenir la qualité de citoyen ; enfin, depuis le développement du mouvement des 'Ulamā, la religion était devenue l'une des dimensions de la nation en construction. « L'Algérie est mon pays, l'islam est la religion, l'arabe est ma langue » était le slogan des partisans de Ben Badis, le fondateur de l'association. Pour traduire en récit les images et slogans des manifestations, il faut « parler le colonial » : se révèle alors l'ampleur de l'inversion des images coloniales classiques et de la réappropriation de certaines revendications par ceux qui en étaient les plus farouches adversaires. Ce déversement d'enthousiasme et d'émotions avait quelque chose du carnaval. Au désordre volontairement provoqué pour en appeler au gouvernement s'ajoutaient de multiples transgressions : montrer la population colonisée acclamée par la population coloniale ; l'adoption par la population coloniale d'une revendication d'algérianité commune qu'elle avait toujours refusée ; on note également une plus classique transgression de l'ordre moral et religieux – ordre également politique dans la colonie – avec le dévoilement des femmes colonisées. La rupture avec l'ordre quotidien de la colonisation est totale, et l'on voit bien que cette explosion

[18] Berque, Augustin, *Écrits sur l'Algérie*, Édisud, 1988, p.97.
[19] Barthes, Roland, *Mythologies*, Seuil, 1970.

carnavalesque a pour objectif, *in fine*, de préserver l'ordre social de l'Algérie française[20].

[20] Fabre, Daniel, « Le monde du carnaval », *Annales*, Année 1976, Volume 31, Numéro 2, p. 389 – 406, p. 390-1.

II – « Can the subaltern speak ? »[21]

Cette analyse de la façon dont l'événement se construisit, qui laisse de côté la question de « l'opinion » exprimée par les participants, n'épuise pas le sens des manifestations de mai et juin 1958. Plutôt que de discuter à perte de vue sur le nombre des manifestants dans l'idée illusoire de donner du poids à une opinion dont le contenu serait par avance défini – à savoir, la défense de l'Algérie française – l'événement interroge la possibilité même pour la population colonisée de s'exprimer en 1958 sur une scène politique algérienne[22], et sur les conditions de l'élaboration d'une opinion publique. Son analyse s'inscrit donc dans une réflexion historiographique plus générale concernant la possibilité, pour l'historien, de saisir la population soumise à la fois à la domination coloniale et à celle d'un état en cours d'élaboration, d'entendre sa voix et, plus encore, de percevoir ses opinions, pensées et émotions.

Du pluralisme au parti unique (1945-1958)

Depuis la seconde guerre mondiale – et malgré la répression dont les militants politiques faisaient l'objet de la part de l'administration coloniale – une forme de pluralité politique existait[23]. Aux trois partis politiques concurrents, le PPA-MTLD[24] de Messali Hadj, le PCA et l'Union démocratique du Manifeste algérien de Ferhat Abbas, s'ajoutait l'Association des 'Ulamā. Tous participaient à l'animation d'une scène politique à part entière avec ses pratiques spécifiques, ses rituels, ses temps forts et ses combats, polarisés par élections, malgré le trucage croissant organisé par l'administration et le maintien d'une division de l'électorat en deux collèges. Chacun des partis avait ainsi contribué à l'animation d'une véritable vie politique pluraliste avec des formes particulières : organisation de meetings, de congrès,

[21] Je reprends ici, sans le discuter, faute d'espace, le titre de l'article très important de Gayatri Spivak. "Can the Subaltern Speak?", in Cary Nelson et Larry Grossberg (dir.), *Marxism and the interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press, 1988, p.271-313.
[22] La discussion de la participation d'un point de vue numérique et concret n'en est pas moins intéressante : elle nécessite cependant d'autres archives qui n'ont pas été explorée ici.
[23] Rahal, Malika, *L'Union démocratique du Manifeste algérien (1946-1956). Histoire d'un parti politique. L'autre nationalisme algérien*, thèse de doctorat, 2008, INALCO.
[24] Le Parti du Peuple algérien, interdit et son pendant légal, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques, fondé, comme l'UDMA, en 1946.

réunions de section, fondations de cercles partisans. Mais dans cette gamme d'activités, certains types d'action restèrent curieusement absents : ainsi, les manifestations de rue furent quasiment inexistantes durant cette période. En effet, dans un pays ou la grande répression de mai 1945 avait constitué un traumatisme profond, la manifestation publique était considérée par beaucoup de cadres comme une prise de risque majeure, à laquelle il était irresponsable de soumettre la population. Les activités étaient donc cantonnées dans des lieux fixes, généralement fermés, exceptionnellement en plein air. Et si l'on écrivait volontiers des slogans dans les salles de réunion, voire la nuit sur les murs, les banderoles n'étaient guère brandies dans la rue.

Les résultats obtenus par les élus des partis politiques furent extrêmement ténus. Peu nombreux dans les assemblées, ils ne pesaient guère et, à partir de 1948, le trucage organisé par l'administration française diminua le nombre d'élus que les partis politiques étaient en mesure d'obtenir. Ils perdirent leur capacité à mobiliser des militants, des cadres et des candidats, les figures locales préférant se présenter sous l'étiquette « indépendante », c'est-à-dire avec le soutien de l'administration pour espérer un siège.

Au moment de l'insurrection du FLN, en novembre 1954, les partis politiques étaient donc extrêmement affaiblis. Le nombre de militants avait diminué et tous les journaux étaient en difficulté financière, du fait de la multiplication des saisies. La situation devint plus critique encore après l'insurrection : les journaux des partis durent trouver le ton juste pour évoquer la situation ; la poursuite d'une stratégie électorale semblait perdre son sens aux yeux des militants. Durant deux ans, les partis politiques vivotèrent : leurs activités se firent toujours plus discrètes, voire secrètes, pour éviter une répression accrue ; en l'absence de consignes claires, certains militants rejoignirent spontanément le FLN et l'Armée de Libération nationale (ALN). D'autres maintinrent une façade légale tout en soutenant discrètement l'insurrection. À partir de 1955, toutefois, des discussions étaient entreprises par la direction du FLN - en la personne d'Abbane Ramdane – pour négocier le ralliement des partis, en particulier l'UDMA et le PCA.

L'enjeu de la négociation était l'intégration des partis politiques au sein d'un réel front nationaliste : les dirigeants de l'UDMA ou du PCA souhaitaient adhérer collectivement au FLN ; les dirigeants du FLN voulaient au contraire obtenir la dissolution des partis et l'adhésion individuelle de leurs membres. Pour les militants de base, cette période de négociations clandestines s'apparentait à une phase d'inaction puisqu'ils ne pouvaient être tenus au courant des menées de leurs directions. Les journaux, qui ne pouvaient évoquer les enjeux réels, devinrent des coquilles vides en continuant à diffuser un discours électoral que les adhérents n'étaient plus en mesure d'entendre. En 1956, les partis rallièrent le FLN. L'UDMA était dissoutes ; ses dirigeants, notamment Ferhat Abbas, Ahmed Francis et Ahmed Boumendjel rejoignirent la direction du FLN, leur ralliement les privant de fait de la liberté de parole et du sens critique qui avaient été leur marque : en 1958, s'expriment désormais au nom de l'organisation.

Du côté des partisans de Messali Hadj, les choses se déroulèrent d'une façon autrement violente. Les fondateurs du FLN étaient en effet issus des rangs du parti de Messali, le MTLD. Celui-ci fut d'ailleurs le premier mis en cause après les attentats de novembre 1954 par les autorités françaises, qui prononcèrent la dissolution du parti[25] : de nombreux cadres furent emprisonnés durant plusieurs mois. Lors de leur libération, un certain nombre rejoignit directement le FLN. Pourtant, Messali avait créé en décembre une organisation concurrente du FLN, le Mouvement national algérien (MNA) et la lutte entre militants messalistes et « frontistes » fut sanglante. Après le ralliement du PCA et de l'UDMA, le MNA demeurait la seule organisation indépendante[26]. Ses cadres tombèrent un à un, liquidés par les hommes de la fédération de France du FLN. En avril 1958, le MNA n'avait plus d'existence[27].

Il résulte de cette évolution du nationalisme qu'en mai 1958, en dehors du FLN, il n'y a plus guère d'opinion qui puisse s'exprimer : la population colonisée ne dispose plus de journaux, les voix dissidentes ont été réduite au silence, y compris par leur intégration dans le FLN.

[25] Stora, Benjamin, *Messali Hadj. Pionnier du nationalisme algérien, 1898-1974*, L'Harmattan, 1986, p. 230.
[26] Stora, *op. cit.*, p. 241.
[27] Stora, *op. cit.*, p. 264 à 270.

Vers un gouvernement autoritaire ?

La presse de mai 1958 laissait transparaître quelques uns des changements qui se déroulent au sein du camp algérien. Depuis le début de mai, les journalistes interrogeaient Ferhat Abbas, alors membre du Comité de Coordination et d'Exécution du FLN (CCE), sur la création d'un gouvernement provisoire, étape fondamentale l'affirmation d'un État. L'homme ne dément pas, et l'on s'attendait donc, d'un jour à l'autre, à l'annonce de la mise en place d'un exécutif algérien.

Dans ce contexte, l'annonce faite par le bureau de presse de Tunis du FLN de la mort des trois soldats français prit une forme significative : leur exécution, annonçait-on, était intervenue au terme d'un procès pour torture, viol et assassinat par la justice[28] : parodie de justice affirmait le gouvernement français dans son communiqué[29], justice de l'État algérien, aux yeux du FLN. Celui-ci avait pris contact avec la Croix Rouge après la capture des soldats et invoqué des conventions internationales sur le traitement des prisonniers, gagnant ainsi une reconnaissance de fait de la part de l'organisation internationale. Le communiqué insistait sur le fait qu'ils ont été jugés et exécutés « sur le territoire national », manière d'affirmer la souveraineté d'un État-FLN sur le territoire algérien.

L'assertion de l'État algérien était plus symboliquement qu'effective. Elle correspondait toutefois, à l'intérieur de l'organisation, à un raidissement : ainsi, le mois de mai 1958 était-il également celui de l'annonce de la mort d'Abbane Ramdane, négociateur du ralliement des partis politiques au Front. L'homme avait également été l'artisan du congrès fondateur de la vallée de la Soummam, en août 1956, au cours duquel avait été adopté le principe de la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur de l'Algérie sur la direction extérieure. *El-Moudjahid*, le journal du FLN, déclara simplement qu'il est mort au champ d'honneur[30] ; la réalité est qu'il avait été liquidé par ces collègues du CCE, notamment Krim Belkacem. Cette liquidation révélait le durcissement de cet État qui cherchait à s'affirmer, sa militarisation et sa volonté de faire taire les voix divergentes. Dans

[28] *Le Monde*, 11-12 mai 1958, article d'Alain Jacob intitulé « L'exécution par le FLN de trois prisonnier français est un pas de plus vers une "guerre totale ».
[29] *Le Monde*, 13 mai 1958.
[30] *El Moudjahid*, 29 mai 1958.

le même temps sur le terrain, la morale révolutionnaire était imposée à la population, qui, de gré ou de force, et avec des différences régionales importantes, devait suivre les directives du FLN. Rares sont les archives qui témoignent de – et à fortiori critiquent – la dureté de cette conversion de la population civile au FLN.

Le *Journal* de l'instituteur et romancier Mouloud Feraoun permet une plongée dans la société elle-même pour saisir comment les voix discordantes furent réduites au silence. Le 3 avril 1958, il évoquait la pression qui s'exerçait depuis des mois sur les habitants des villages :

> Il arrive parfois qu'un pauvre bougre, dont les nerfs lâchent, subitement, soit atteint d'une espère de folie lucide et se mette à parler, parler. A la djema, au café, partout, il dit ce qu'il pense de ses « frères » [les hommes de l'ALN]. Et les gens le regardent effarés et apitoyés, car ils savent qu'il n'y a plus rien à faire pour qu'il se taise. Et dans un sens, ils ont plaisir à l'écouter puisque, ce qu'il dit, il le lit dans leur coeur […]. Oh ! cela ne dure pas. Un beau matin, il disparaît. Dieu ait son âme. Une semaine, quinze jours, un mois après, on le retrouve dans les broussailles, défiguré, à demi mangé par les chacals, ou pendu à un arbre.[31]

Que de tels propos soit écrits dans un journal *intime*, publié de façon posthume *après l'indépendance* est significatif de l'étouffement de la parole et les opinions au moment où le FLN s'affirmait comme l'acteur unique de la lutte pour l'indépendance et que la scène politique légale de l'Algérie colonisée est, en 1958, désertée. Le basculement des dirigeants politiques dans la clandestinité, la disparition des journaux, la pression nationaliste sur la population et surtout la situation de guerre dans laquelle la population colonisée est – bon gré malgré – partie prenante, rendent presque impossible l'expression d'une opinion, *a fortiori* la constitution d'une opinion publique. Les efforts et les méthodes du FLN pour mobiliser la population accrurent finalement le silence auquel sont réduits les civils. *C'est ce vide qui constitue la caisse de résonance des manifestations de mai* et leur donne un tel retentissement.

[31] Mouloud, Feraoun, *Journal. 1955-1962*, Seuil, 1962, p. 270.

Quant au FLN, il s'était doté de porte-parole et d'organes destinés à faire entendre une voix unique. La direction du Front s'exprimait, notamment par l'intermédiaire de son journal, *El Moudjahid*, dont la périodicité est irrégulière et la diffusion problématique. Devant l'ampleur de l'événement de mai, la rédaction du journal, installée à Tunis, se devait néanmoins de prendre la parole pour en donner un contre-récit.

L'autre récit des manifestations de mai

Dans son numéro 24 daté du 29 mai 1958, *El Moudjahid* menait d'abord une charge cinglante contre le général de Gaulle, l'homme du discours de Brazzaville et des réformes en Algérie durant la seconde guerre mondiale qui « n'empêcha pas Sétif et les fours crématoires d'Héliopolis ». La référence aux massacres de mai 1945 montrait qu'il n'y a rien à attendre de De Gaulle. Les titres d'article faisait assaut d'ironie pour raconter les manifestations : il était question d'une succession de montages, de l'« Opération fraternisation » à l'« opération femmes musulmanes », en passant par « l'opération mozabite », suivie de « l'opération réconciliation ». On dénonce le « bluff d'Alger » et en se gaussant la « nouvelle nuit du 4 août » des « européens » d'Algérie alors que

> la veille, les paras, les « hommes bleus », dressés comme des chiens loup, déferlaient dans la Casbah pour « casser » du « bicot ». Il a suffi au général Massu de quelques secondes à peine pour que les musulmans saisis de ferveur pour celui qui fut pendant des années leur bourreau, viennent l'acclamer.

Il s'agissait donc de mettre en lumière les coutures de l'événement. Devant cette machination pourtant grossière, raillait *El Moudjahid*, la presse commente avec sérieux ces manifestations qui « changent la donne » :

> Le 20 mai, c'est de Gaulle qui l'évoque, avec des l'armes [*sic*] dans la voix : « la population d'Algérie donne en ce moment le spectacle d'une magnifique fraternisation ».
>
> Ainsi donc « la pacification algéroise » née des rêves de Massu et des discours de Soustelle, devient vérité politique et argument utilisable par les dirigeants français.

La rédaction contestait également ce que les envoyés spéciaux affirmaient avoir vu :

> Le 17 mai en effet, […] des instructions très précises étaient communiquées par écrit à tous les chefs de corps de l'armée française, aux officiers SAS et aux officiers SAU : elles indiquaient que les CSP devaient être créés sous le contrôle de l'autorité militaire et que dans la semaine du 19 au 24 mai, tous les moyens militaires de propagande et de ramassage devaient être mis en œuvre pour organiser et orchestrer les manifestations franco-musulmanes .

Selon *El Moudjahid*, loin d'être un modèle de spontanéité, cette première Manifestation franco-musulmanes était donc *artificielle* :

> [L]e ramassage a été organisé par l'armée dans la Casbah : et ce sont quelques dizaines d'hommes au visage contracté, grimaçant, encadrés par les « Paras » qui arrivent au Forum, tandis que leurs gardiens brandissent les banderoles préfabriquées « la Casbah répond présente » et que l'on annonce au micro la création d'un Comité de Salut public à la Casbah.

L'affaire était donc claire, l'événement était fabriqué par les autorités française avec le soutien de l'armée : les manifestants avaient été conduits *manu militari* sur le Forum. Mais si l'on peut imaginer qu'ils étaient là contre leur volonté, il reste à expliquer l'autre image forte de ces manifestations, les dévoilements volontaires de femmes. Selon le journal, il s'agissait d'épouses d'anciens combattants, obligées par leurs maris, ou par les militaires, à « entrouvrir leur voile », une litote utilisée pour minimiser leur geste. Loin d'être volontaire, cette attitude leur était imposée par des hommes. Ces maris eux-mêmes étaient des anciens combattants, une catégorie réduite en nombre, sur laquelle les autorités françaises avaient souvent misé par le passé : l'accusation de collaboration ou d'intelligence avec l'ennemi est à peine voilée.

L'identité des participantes fut discutée plus longuement dans un texte ultérieur. L'un des membres de la rédaction d'*El Moudjahid* n'était autre, en effet, que Frantz Fanon. Dans *L'an V de la révolution*, rédigé en 1959, il précise :

> [L]e colonialisme français réédite à l'occasion du 13 mai sa classique campagne d'occidentalisation de la femme algérienne. Des domestiques menacées de renvoi, de pauvres femmes arrachées de

> leurs foyers, des prostituées, sont conduites sur la place publique et *symboliquement* dévoilées aux cris de «Vive l'Algérie française ! »[32]

Femmes de ménages, femmes serviles, prostituées : l'ironie employé par *El Moudjahid*, faisait de la participation aux manifestations un événement artificiel en disqualifiant les femmes elles-mêmes pour minimiser leur geste. Elles n'avaient pas agi de leur propre chef, soumises qu'elles étaient aux hommes ou aux autorités coloniales ; c'était des femmes de petite vertu qui ne pouvaient incarner la morale révolutionnaire et ne pouvaient représenter les citoyens de l'Algérie indépendante. Et au final, la population algérienne n'avait pas volontairement et authentiquement participé aux scènes de mai 1958.

Il existe donc un autre récit des manifestations : moins foisonnant que celui donné par la presse française, moins saisissant aussi du fait de l'absence totale d'image, il reflète l'inégalité dans la guerre de la communication que se livrent les deux parties. Il prend la forme d'un récit unique, émanant de la seule autorité encore dotée de la parole au sein de la population colonisée : le FLN.

Que peut dire l'historien ?

L'historien est donc en présence de deux récits monolithiques d'un événement. L'un et l'autre ne sont pas d'également puissance narrative : le premier est porté par une presse plurielle, soutenu par des images fortes ; il souffre même d'être contredit ou remis en question par une poignée de journaux métropolitains ; il est véhiculé par une variété d'acteurs. L'autre est produit par l'organisation nationaliste engagée dans un double processus, visant à s'imposer comme l'unique représentant de la population colonisée en même temps qu'à se poser comme un véritable état. L'identification et l'analyse de ces deux mythologies permettent d'en comprendre la construction pour les appréhender comme un langage.

Le temps est un facteur essentiel de la construction de la mythologie : une fois le sens attribué à chaque élément du récit, pour en fait une unité sémantique, toute prise de parole ultérieure doit en tenir compte, quitte, comme le fait *El Moudjahid*, à s'y opposer. Rechercher les témoignages et récits postérieurs à cette

[32] Fanon, Frantz, *L'an V de la révolution algérienne*, Maspero, 1959, p. 51.

élaboration, en espérant en démêler une narration épurée, est sans doute illusoire ; il existe cependant des documents produits à chaud, des textes écrits à mesure que l'événement se déroule, en parallèle de l'édification mythologique. À défaut d'une analyse exhaustive, l'on en prendra ici quelques exemples afin de montrer les possibilités qu'ouvrent de telles sources.

Ici encore, le *Journal* de Mouloud Feraoun est précieux : écrit au fil des jours par un observateur et un lecteur assidu de la presse, l'on y perçoit la construction de l'événement restituée dans son épaisseur chronologique. Dès le 14 mai, Feraoun écrivait :

> Atmosphère de révolution. Gens barricadés chez eux. Manifestants arpentant les grandes artères de la ville, magasins fermés. La radio parle d'un comité de Salut public qui a pris tout en main et occupe le GG et commande les émissions. Les journaux publient de grandes photos et des détails. *La population musulmane qui s'attend au pire n'est pas visée, semble-t-il, et le fameux comité se fait obéir*[33].

Le passage, rédigé très tôt après la première manifestation, alors que les informations sortaient à peine d'Alger, indiquait l'interprétation *par défaut* que faisaient les « musulmans » des manifestations massives « d'Européens » : ils considéraient d'abord que de telles démonstrations risquaient de les mettre *en danger*, et notaient avec étonnement que le CSP maintenait l'ordre. Dans les jours qui suivirent, Feraoun perçut le changement de ton au cœur des manifestations :

> Les musulmans sont choyés, dorlotés, surtout les manifestants. J'ai vu passer les loqueteux de Maison-Carrée ou d'ailleurs, qui furent frénétiquement applaudis par les badauds […]. L'euphorie générale est proche de l'hystérie. Et il y a là une véritable communauté franco-musulmane. Dans l'hystérie. Mais il y a aussi derrière cette masse hétéroclite qu'on hésite à prendre au sérieux, une autre masse silencieuse, qui garde parfaitement son calme ou se réjouit de cette mascarade. Non, vraiment, on ne peut prendre au sérieux cette révolution[34].

Regard distancié sur le carnaval qui se déroulait à Alger, perception critique de cette curieuse inversion des valeurs, Feraoun donnait également à voir la « masse silencieuse » et sa perplexité. Car tel était bien l'enjeu, que de savoir si les

[33] Mouloud, Feraoun, *op. cit.*, 14 mai. Souligné par moi.
[34] Mouloud, Feraoun, *op. cit.*, 18 mai.

manifestants constituaient la « masse silencieuse » de la population colonisée enfin dotée d'une voix, où seulement un groupe marginal mis en avant dans une chorégraphie bien orchestrée.

L'on comprend que la perspective d'un Feraoun est rare. Mais d'autres textes permettent de sortir de l'opposition inégale de deux mythologies, en particulier les récits publiés à chaud par des membres de ceux qu'Annie Rey-Goldzeiguer appelle le « monde du contact », cet univers interstitiel entre population coloniale et population colonisée[35]. On y trouvait notamment les militants communistes ou chrétiens, certains originaires de la métropole, qui naviguaient d'un groupe à l'autre. Certains parvinrent à faire publier leurs témoignages dans les derniers jours de mai. Ils témoignaient notamment de l'intensité de la préparation. Ainsi le pasteur Trocmé raconta-t-il dans *Le Monde* le rôle des sections administratives urbaines, les SAU, dans la mobilisation des manifestants.

> J'ai observé de près la préparation des manifestations franco-musulmanes des 16 et 18 mai : les SAU et les « bleus » (jeunes Musulmans « ralliés », souvent anciens internés) avaient déployé de grands efforts, organisé les transports par camions, distribué d'immenses banderoles de calicot, des drapeaux. Les Musulmans de la Casbah boudèrent les manifestations du 16 mai. Malgré une très intense propagande, quelques centaines d'hommes seulement se laissèrent entraîner. La plupart des banderoles préfabriquées restèrent inutilisées[36].

De son côté, Albert-Paul Lentin, journaliste, ancien résistant engagé en faveur des mouvements de décolonisation en Afrique du Nord, racontait dans L'Humanité-Dimanche, sa participation à la manifestation du 13 mai. Son article avait pour titre « la vérité sur le 'miracle algérien' ».

> «Eh ! L'Arabe, la p… de ta mère, la p… de ta race, tu cries un peu oui?
>
> La scène se passe devant la grande poste d'Alger, quelques minutes avant l'arrivée du général de Gaulle au monument aux morts. Un couple de Bab-el-Oued - très couleur locale, très « famille Hernandez » et deux parachutistes entourent un ancien combattant musulman qui paraît fort malheureux.

[35] Rey-Goldzeiguer, Annie, *Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945*, Paris, 2002.
[36] *Le Monde*, 24 mai 1958.

> - Mais qu'est-ce que je crie ? Celui-là crie : Vive de Gaulle ; celui-là crie: Vive Soustelle. Alors ? Qu'est-ce que je fais ?
>
> - Tu cries « Vive Soustelle. Algérie française ». Ou sinon…
>
> Ou sinon quoi ? Le retrait d'un modeste pécule ou d'une prime de bienfaisant ? La bastonnade ? La « ratonnade » c'est-à-dire le cassage de g… Un peu partout, dans la foule, autour des groupes de musulmans (ce sont surtout des anciens combattants, décorations sur le burnous. Aucun jeune n'est là) des « encadreurs » bénévoles et parfois même professionnels (officiers des SAU, des « Services administratifs urbains », l'équivalent des Service d'administration spéciales, chargés de « garder le contact » dans le bled avec la population musulmane) s'occupent de réchauffer les enthousiasmes défaillants[37].

Le texte permettait à l'auteur de replacer le récit des manifestations dans une cohérence narrative de la colonisation, la cohérence des hommes de gauches critiques à l'égard de la colonisation. Ce faisant, il appuyait certains éléments du récit fournit par le FLN dont on reconnaît les motifs, en particulier la mention des prostituées, des femmes de ménages. Après la manifestation, Lentin reprit le camion militaire pour remonter vers la Casbah :

> En Casbah, je pénètre dans la maison d'une famille de mes amis au moment même où le père descend, lui aussi, du camion. – Alors toi aussi, tu t'es rendu au Monument aux morts ? – Bessif [de force], qu'est-ce que tu veux que je fasse ? Si j'avais pu y couper, tu penses, mais j'ai été convoqué ? Si je n'y avais pas été, ils m'auraient repéré, et alors, pauvre de moi ! » C'est une patrouille de « harkis de la Casbah », « les bleus » à cause du bleu de chauffe dont ils sont vêtus.

En relatant son expérience vécue, Lentin donne à l'historien des pistes pour étudier les pratiques qui ont entouré les manifestations. L'implication des SAU et des patrouilles de harkis peuvent laisser des traces dans les archives ; plus encore les émissions de radio, qu'il écoutait chez ses amis de la Casbah :

> « Sœurs musulmanes ! Nous vous tendons la main ! Venez à nous, nous vous aiderons à vous émanciper ! » C'est l'émission du « Mouvement de solidarité féminine » activement patronnée toutes les femmes de généraux (la générale Massu à Alger, la générale Rethoré à Oran, la générale Gilles à Constantine, la gale Crèvecoeur au Sahara), organisée par les assistantes sociales et très à la mode en ce moment parmi les Marie-Chantal des beaux quartiers.

[37] Lentin, Albert-Paul, « La vérité sur le 'miracle algérien' », *L'Humanité-Dimanche*, 15 juin 1958.

Il est ici des éléments concrets et analysables dans l'organisation de la mécanique de la manifestation. Ils obligent à s'interroger sur les relations sociales et les formes d'engagement qui entourent la démarche de se rendre à la manifestation[38]. Il s'agit d'expliquer notamment le passage à la manifestation, l'adoption et la fabrication des banderoles comme mode d'expression : celle des enfants des rues, constitués en CSP, est probablement la plus intrigante et révélatrice d'un véritable travail d'organisation.

> Même en agitant la menace de supprimer à un grand nombre d'entre elles leur secours mensuel de 1 000 francs par mois, les officiers des SAU n'ont pas pu recruter pour cette opération plus de 30 femmes à Mahieddine, pourtant réputé « bidonville docile ». Autour du CSP, et dans les services du ministère de l'Algérie, il n'était pas inhabituel d'entendre, ces jours derniers, la conversation suivante: « Vous n'avez pas une Fatma sous la main ? Si votre femme est bien avec une moukère, il faudrait l'envoyer se dévoiler sur le Forum » […].
>
> Sur l'aérodrome de Bône, le général parachutiste Sauvaignac, commandant le secteur de Tébessa, propose à certains journalistes de « venir voir des ralliement ». Des officiers vantent ces opérations qu'ils présentent comme un spectacle de choix : « Demain, s'il fait beau, on fera un peu de ralliement. »

À défaut de pouvoir entendre la voix de la « masse silencieuse », il est donc possible d'aborder l'événement par le biais des pratiques, des relations sociales qui entourent l'apparition de cette expérience politique nouvelle dans la population colonisée. Face à la puissance des narrations concurrentes des manifestations de mai, en particulier le récit qui veut y voir le potentiel salut de l'Algérie française, seule une anthropologie du politique permettra de relire l'événement.

[38] Dewerpe, Alain, *Charonne. 8 février 1962*, Gallimard, 2006. Voir en particulier le Chapitre 1, « Une manifestation interdite », p. 25-85.